

ÉPREUVE 4

ENVIRONNEMENT DU TOURISME

LA PARTIE "ÉCONOMIE GENERALE ET TOURISTIQUE " ET LA PARTIE "HISTOIRE GEOGRAPHIE TOURISTIQUE" seront traitées sur des copies séparées.

Les deux copies doivent être relevées ensemble.

La partie "*Économie Générale et Touristique*" est numérotée de la page **2/12** à la page **5/12**
(Coefficient 2).

La partie "*Histoire et Géographie Touristique*" est numérotée de la page **6/12** à la page **12/12**
(Coefficient 2).

Le document 1 page 7/12 est à remettre avec la copie.

L'usage de la calculatrice est interdit.

Session 2013	EXAMEN : BTn	SPECIALITE : Hôtellerie	
SUJET	ÉPREUVE : Environnement du Tourisme		
13ETHOME1	Durée : 3 heures	Coefficient : 4	Page 1/12

ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET TOURISTIQUE

À l'aide de vos connaissances et des **annexes 1 et 2**,

1. **Définir** les termes suivants,
 - récession,
 - politique économique,
 - déficit public.

2. **Relever** les solutions mises en œuvre dans certains pays, au cours des années 90, pour réduire leur déficit public.

3. **Montrer** l'impact possible d'une dépréciation du taux de change d'une monnaie sur le tourisme du pays concerné.

4. **Identifier** les principales faiblesses de la politique du tourisme en France.

5. **Expliquer** les raisons pour lesquelles la récession économique inquiète les gouvernements et **analyser** les impacts de celle-ci sur le tourisme en France.

Cette défiance qui mine la zone euro

La perspective d'une récession durable dans la zone euro commence à inquiéter vraiment les gouvernements, le FMI, la Commission européenne, et même la BCE¹.

Le passage à des politiques budgétaires restrictives simultanément dans tous les pays, la baisse des salaires réels due à la montée du chômage, la poursuite du désendettement, la forte aversion pour le risque des entreprises, qui n'investissent pas leurs profits mais les conservent en réserves financières, ajoutés au freinage du commerce mondial, et donc des exportations, font envisager une croissance nulle au mieux dans la zone euro en 2012 et sans doute encore en 2013.

La perte d'activité est telle qu'un nombre grandissant de pays ne parviennent plus à réduire leurs déficits publics : ceci s'observe au début de 2012 en France, en Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal. On parvient alors au paradoxe d'un chômage en hausse à cause, au départ, des politiques budgétaires restrictives, sans qu'il n'y ait plus d'amélioration des finances publiques, ce qui est évidemment insupportable économiquement et socialement.

Dans cette situation, la coordination des politiques économiques, d'une part entre les pays, d'autre part entre la politique monétaire de la zone euro et les politiques budgétaires, devrait normalement s'imposer. Il faudrait d'abord que les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaires les utilisent pour relancer l'économie de la zone euro et faciliter la réduction des déficits publics dans les autres pays. Est-il nécessaire que l'Allemagne ait un déficit public presque nul en 2013 dans cette situation ? Si l'Allemagne augmentait au contraire son déficit public à 2% du produit intérieur brut en 2012 et 3 % en 2013, la croissance d'ensemble de la zone euro serait accrue de 0,4 point environ chacune de ces deux années. Ceci ferait par exemple passer la France au-dessus du seuil de croissance qui stabilise le chômage.

Il faudrait aussi que les politiques budgétaires et la politique monétaire de la zone euro soient coordonnées. Lorsqu'on examine les épisodes de réduction rapide et réussie des déficits publics du passé, réussie au sens où la réduction des déficits ne s'accompagne pas d'une montée du chômage ou d'une perte de croissance (par exemple Canada, Suède, Finlande, Italie dans les années 1990), on voit systématiquement qu'une politique monétaire (baisse forte des taux d'intérêt) et de change (dépréciation très forte de 25 % à 40 %, du taux de change initial) très expansionniste a été mise en place en même temps que la politique budgétaire restrictive. Au contraire aujourd'hui dans la zone euro le « policy-mix » global est restrictif, ce qui condamne l'ajustement budgétaire à l'échec.

1 BCE : Banque centrale européenne

La coordination entre politique monétaire et de change d'une part, politiques budgétaires d'autre part demanderait donc que la BCE intervienne pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme dans les pays en difficulté, par des achats suffisamment massifs des titres publics de ces pays, d'autre part que la BCE essaie de déprécier l'euro, soit en baissant encore ses taux d'intérêt soit en accumulant des réserves de change en dollars.

Pourquoi cette coordination globale des politiques économiques ne se met-elle pas en place ?

La raison centrale du blocage est l'absence de confiance des pays les uns vis-à-vis des autres. [...]. Les pays d'Europe du Nord et la BCE craignent que toute facilité (budgétaire, monétaire, de change) donnée aux pays du Sud de la zone euro conduise ces pays à arrêter toutes les réformes. L'Allemagne comme la BCE n'ont aucune confiance dans le caractère durable et réel de la volonté des pays du Sud de la zone euro à changer de modèle de croissance par rapport au modèle précédent basé sur l'excès d'endettement (Espagne, Grèce), les déficits publics même en période de croissance (France, Italie, Grèce, Portugal), la distribution de salaires non basés sur les gains de productivité (France, Italie), ce qui bloque les tentatives de coordination des politiques économiques.

C'est pourtant le retour de la confiance entre les Etats qui peut débloquer la croissance de la zone euro.

Patrick Artus

Source : lecercle.lesechos.fr/ -31/05/2012

Annexe 2

Des sénateurs plaident pour "une grande politique du tourisme"

Les sénateurs André Ferrand et Michel Bécot ont rendu public un rapport sur l'action d'Atout France et la promotion de la "destination France" à l'étranger.

Soulignant le fait que *"la France n'occupe plus que la 3e place en termes de recettes, derrière les Etats-Unis et l'Espagne"*, les sénateurs André Ferrand et Michel Bécot font le constat que *"le premier rang mondial de la France comme destination touristique ne doit pas être considéré comme allant de soi"*.

Leur rapport, intitulé "Le tourisme : un atout formidable pour la France", pointe également le travail réalisé depuis 2009 par Atout France, opérateur unique chargé du développement et de la promotion de la "destination France".

"Ses ressources financières (80 millions d'euros), publiques et privées, demeurent inférieures à celles du principal concurrent européen, l'Espagne (200 millions d'euros) .

Par ailleurs, la marque « Rendez-vous en France », qui doit devenir l'emblème de la promotion de la « destination France », connaît un déficit de notoriété qui doit être de toute urgence comblé sur le plan international.

Une dispersion des moyens publics

Enfin, la multiplicité des intervenants institutionnels dans le tourisme entraîne une dispersion des moyens publics contribuant à la politique du tourisme qui représentent 1,2 milliard d'euros par an, dont 513 millions d'euros pour les offices de tourisme et syndicats d'initiative (OTSI), 193 millions d'euros pour les comités départementaux du tourisme (CDT) et 140 millions d'euros pour les comités régionaux du tourisme (CRT)."

Partant de ces constats, les sénateurs estiment qu'il manque encore "*une grande politique du tourisme*" et les moyens nécessaires pour la mettre en œuvre.

Ils préconisent donc deux séries de mesures, portant sur la mobilisation des ressources nécessaires pour promouvoir la destination "France" et l'application d'une stratégie commune d'action réunissant tous les acteurs du secteur.

La Rédaction

Source : www.tourmag.com – 13/10/2011

GÉOGRAPHIE TOURISTIQUE

TOURISME ET CRISES EN MÉDITERRANÉE

Document 1 (4 points)

1. Sur le fond de carte et d'après la légende, placer :

1. Les mers: la mer Noire, la mer Égée, la mer Adriatique, l'océan Atlantique.
2. Les villes: Marseille, Barcelone, Venise, Athènes, Istanbul, Beyrouth.
3. Les littoraux: Côte d'Azur, Costa del Sol.
4. Deux capitales d'États ayant connu des mouvements politiques importants: Le Caire, Tunis.
5. Deux îles de la Méditerranée: la Sicile, la Crète.

Document 2. (2 points)

2. Quels types de tourisme existent en Tunisie ? Pourquoi ce pays est-il attractif ?

Documents 2 et 3. (2 points)

3. Quels sont les principaux acteurs du tourisme en Méditerranée ? De quels pays sont-ils originaires ?

Documents 4, 5 et 6 (3 points)

4. Quels types de crises touchent la rive sud de la Méditerranée ? Le nord du bassin méditerranéen est-il épargné par des tensions qui peuvent affecter le tourisme ?

5. Quelles sont les conséquences de ces événements sur le tourisme ? Peut-on faire un lien entre activité touristique et type de troubles ?

6. Où le tourisme est-il le plus touché par les événements politiques, économiques et sociaux ?

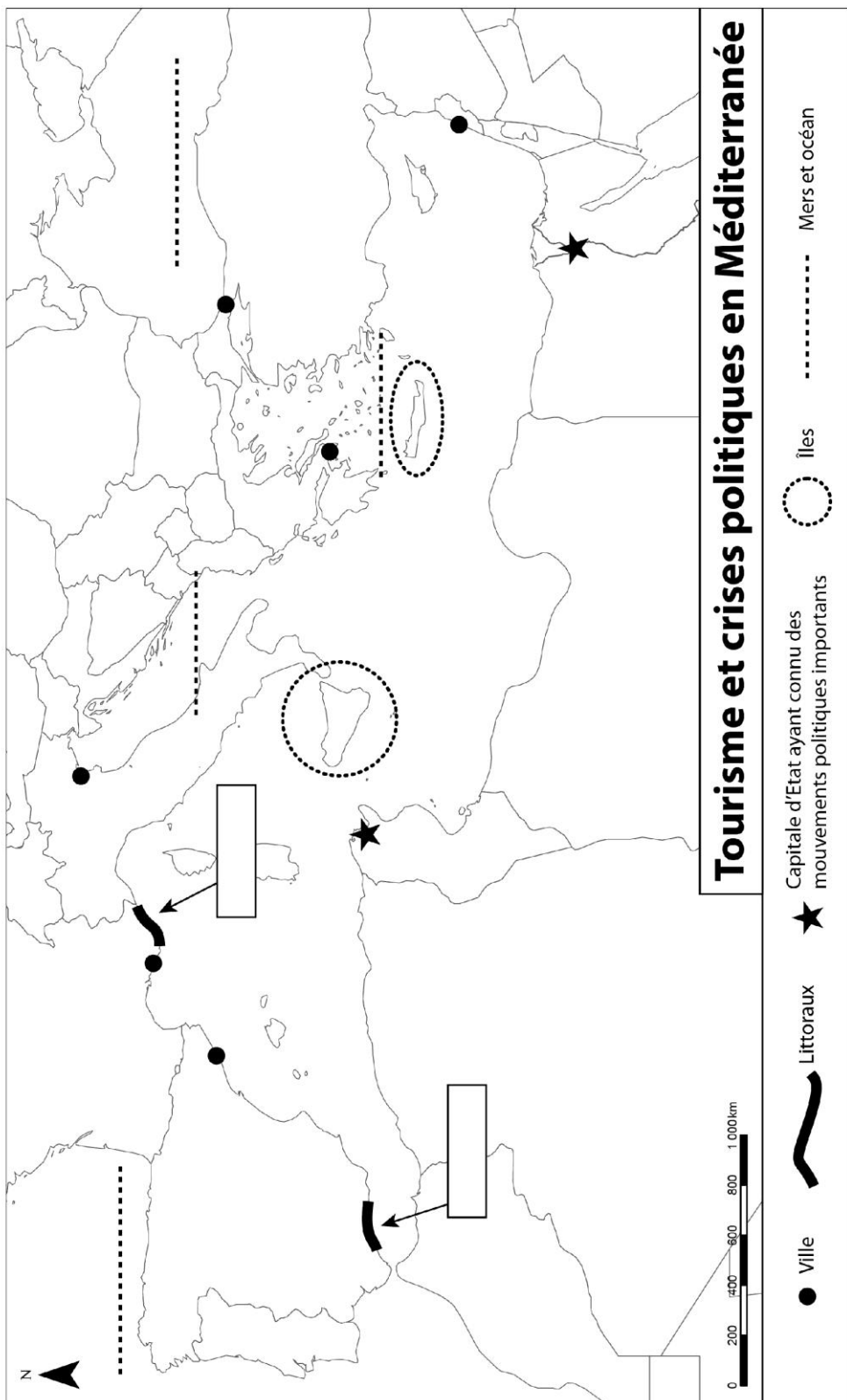
Documents 2 et 7 (4 points)

7. Que souhaitent la Tunisie et l'Égypte à travers ces deux documents ? Quels moyens mettent-elles en place ?

8. Quelles sont les limites de ce genre d'initiatives ?

SYNTHESE (5 points)

9. À l'aide de vos connaissances et des documents, montrez la place prise par le tourisme dans les États méditerranéens. Expliquez ensuite que le développement du tourisme est lié aux conditions économiques, sociales et politiques d'un pays.





Office du tourisme de Tunisie, 2012

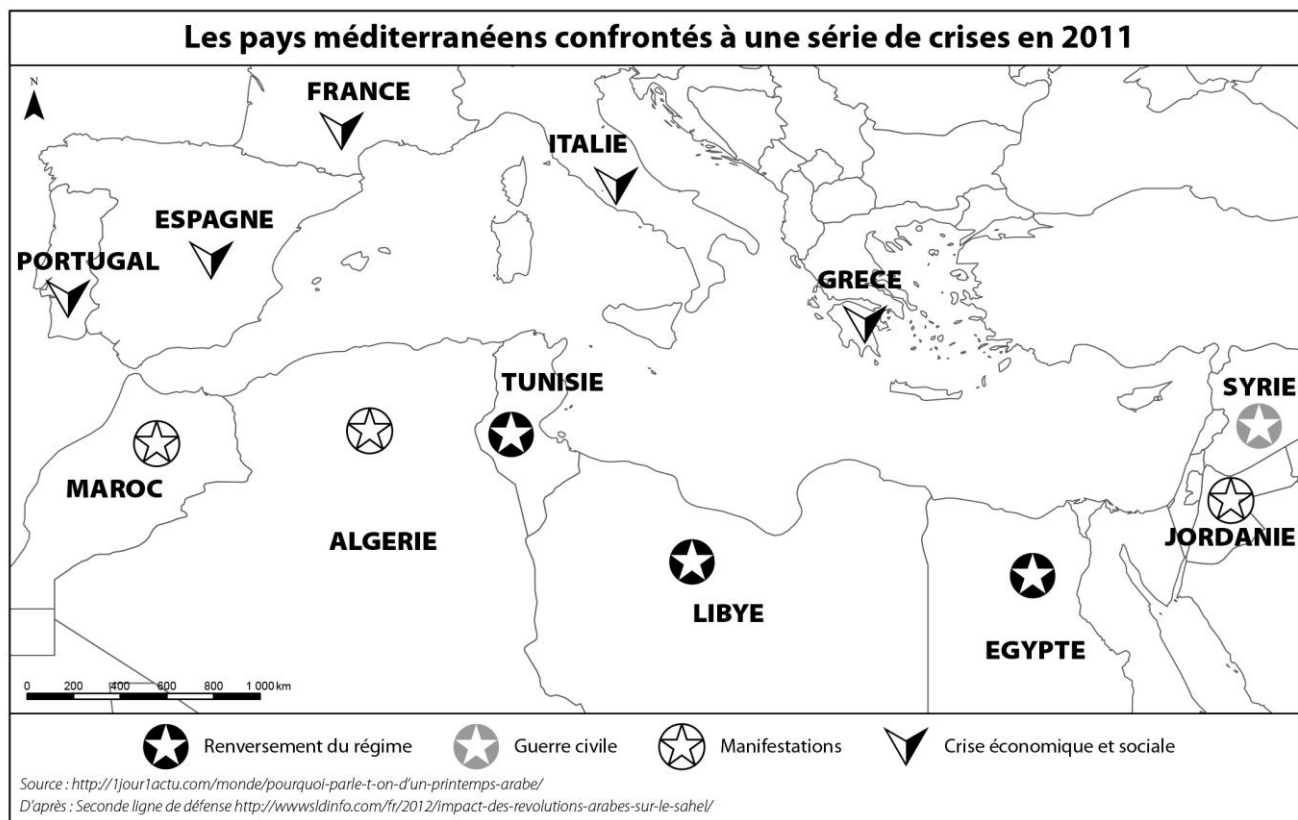
Document 3

Deux hôtels du groupe Accor inaugurés en Algérie.

Fraîchement installé à la tête du secteur, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Benmeradi, était hier à Constantine, où il a présidé la cérémonie d'inauguration des deux hôtels Ibis et Novotel, deux infrastructures appartenant au groupe international Accor et au groupe Mehri. [...] "Il convient de souligner à cette occasion que l'association du groupe Mehri et du groupe international Accor constitue aujourd'hui un modèle et un exemple de réussite d'entreprises économiques en partenariat au service du développement de notre pays", dira encore l'homme d'affaires [du groupe Mehri]. Concernant justement ce sujet, le ministre a tenu à préciser que "l'investissement dans le secteur du tourisme est libre, cependant en parallèle, l'État a un patrimoine à sauvegarder". Pour rappel, le nouveau complexe constitué des deux hôtels Ibis et Novotel de Constantine est d'une capacité de 288 chambres dont la première pierre avait été posée le 16 avril 2008, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Ces infrastructures viennent s'ajouter aux hôtels déjà existants à Alger et à Oran, mis en exploitation en 2009 pour le premier et 2011 pour le second.

Betina Souheila *Liberté, quotidien national d'information* ; Algérie Dimanche, 23 Septembre 2012 09:50 <http://www.liberte-algerie.com/>

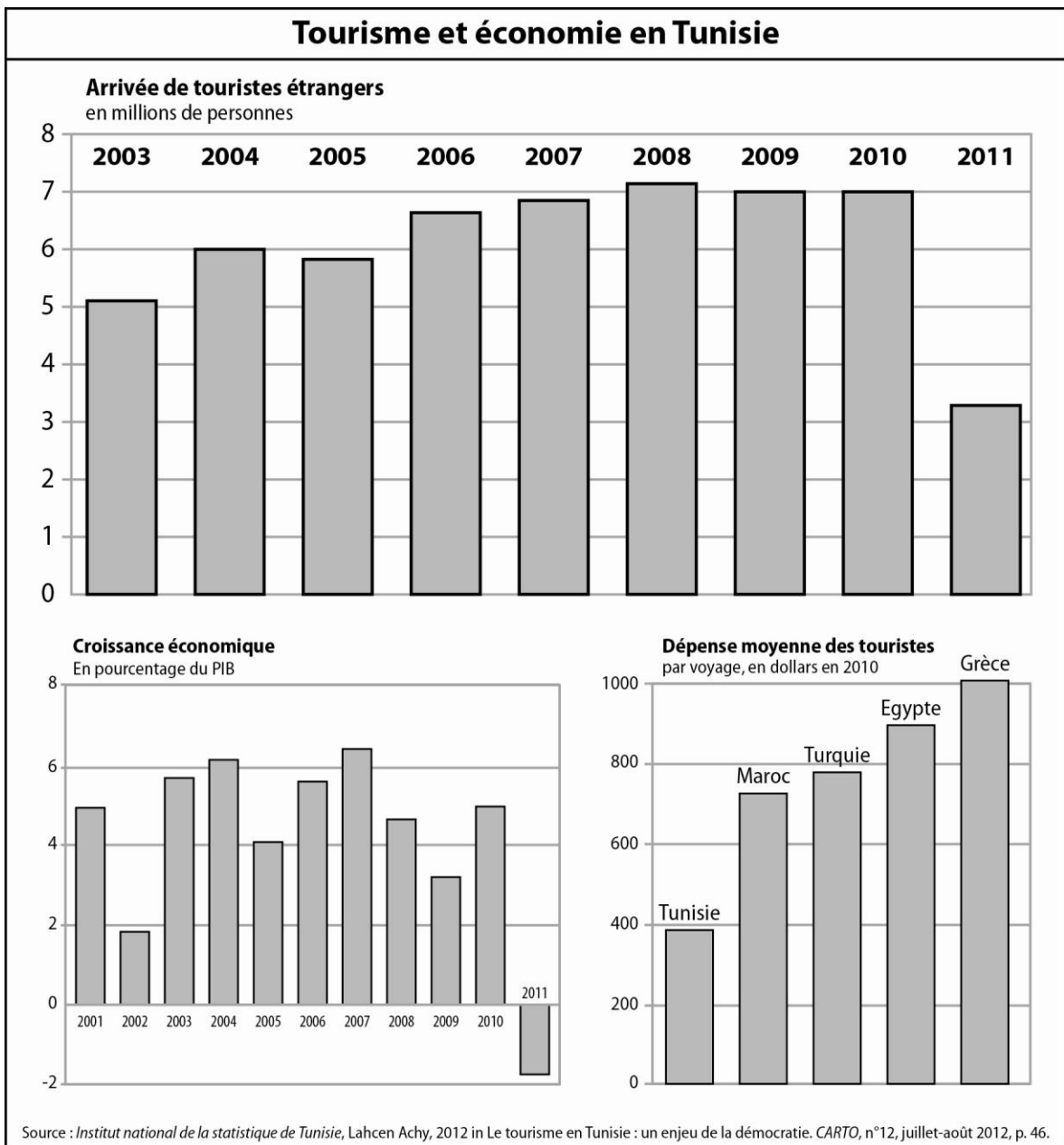
Document 4 :
Les pays méditerranéens confrontés à une série de crises en 2011.



Source : <http://1jour1actu.com/monde/pourquoi-parle-t-on-d'un-printemps-arabe/>

Seconde ligne de défense, <http://www.sldinfo.com/fr/2012/impact-des-revolutions-arabes-sur-le-sahel/>

Document 5: Tourisme et économie en Tunisie.



In : « Le tourisme en Tunisie : un enjeu de la démocratie », *Carto*, Numéro 12, Juillet-août 2012, p. 46.

Document 6

Le tourisme contre la crise

En Grèce, en Italie et en Espagne, la crise dans la zone euro n'épargne pas l'économie du tourisme, ressource majeure pour ces pays.

Pour faire face, les uns pratiquent des prix à la baisse quand les autres préfèrent se tourner vers d'autres clientèles. Mais seules les îles tirent vraiment leur épingle du jeu.

Italie, Grèce, Espagne, autant de destinations touristiques qui séduisent les vacanciers. Mais la crise, on le sait, frappe ces trois pays. Difficile, bien sûr, de mesurer déjà si 2012 sera une année moyenne ou mauvaise pour un secteur majeur de ces économies malades. D'autant que la comparaison avec 2011 est délicate, puisque l'an dernier, toute l'Europe avait «bénéficié» des craintes nourries par les printemps arabes.

Pourtant la tendance 2012 s'esquisse déjà. En Grèce, la chute des réservations, constatée à la suite des législatives, se confirme à hauteur de 5 % finalement au lieu des... 50 % redoutés. Corfou, la Crète, les Cyclades ou encore la capitale, Athènes, peu affectées par les troubles, tirent toujours leur épingle du jeu. Mais instabilité politique et rumeurs d'incivilités croissantes impactent la fréquentation d'autres sites touristiques majeurs. D'autant que les Allemands, première clientèle du pays, ont été refroidis par l'hostilité déclarée des Grecs à leur égard. Néanmoins, les prix à la baisse (en moyenne -20 % dans les hôtels) et la suppression du visa obligatoire pour les Russes ouvrent le pays à d'autres bourses et d'autres clientèles.

LA DEPECHE.FR PUBLIE LE 21/07/2012 08:21

Document 7

Relancer le tourisme en Égypte

Le gouvernement égyptien a lancé un appel international à candidature pour une compétition de rallye moto dénommée « Cross Egypt Challenge » destinée à relancer le tourisme en déclin et montrer que l'Égypte est « un pays sûr » à la suite de la révolution de janvier 2011, qui a chassé Hosni Moubarak du pouvoir.

« Cross Egypt Challenge » est un rallye de scooters sur les routes et les pistes les plus difficiles du pays, explique un communiqué transmis à Kassataya Dakar. C'est une compétition qui fascine spectateurs et participants et combine l'aventure au sport, souligne la même source. La première édition a eu lieu en 2011 avec 11 coureurs de quatre nationalités, pendant 9 jours.

Les participants avaient parcouru 1 700 km. Le coup d'envoi de l'édition 2012 sera donné le 12 octobre prochain à la place Tahrir¹, au Caire, annonce la même source. Elle précise que la compétition se déroulera pendant huit jours, sur une distance de 2 400 km. Seuls 30 candidats seront choisis pour se lancer dans la compétition cette année. L'industrie du tourisme est un secteur vital de l'Égypte où elle représente 11,4% du Produit Intérieur Brut.

1. Place Tahrir: une des principales places du Caire, haut-lieu de la révolution de 2011.

DIANDY, Jeanne, Kassataya.com ; 12/08/2012